

# L'impact du Covid-19 sur la mortalité mieux connu

## Le virus du SARS-CoV-2 a représenté la troisième cause de décès en France en 2021, avec près de 61 000 morts

Quel souvenir collectif du Covid-19 pour l'année 2021 ? Pêle-mêle : un troisième confine-

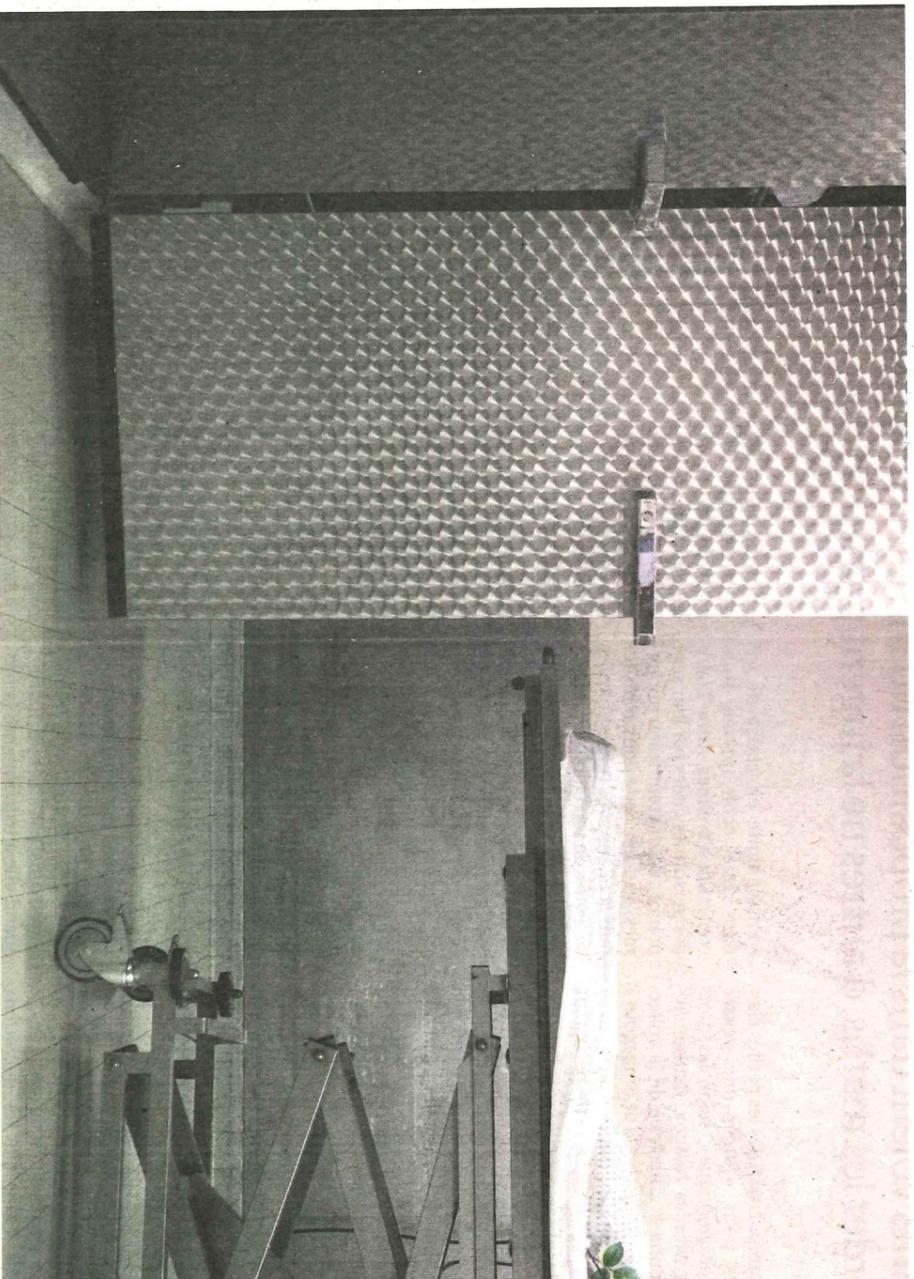
ment qui n'en était pas vraiment un, le début de la campagne de vaccination chez le médecin ou dans un vaccinodrome, l'invention du passe sanitaire et l'émergence, en fin d'année, d'un variant, Omicron, appelé à dominer à travers le monde. La France, comme de nombreux pays, était loin d'en avoir terminé avec la phase aigüe de la pandémie, ce que confirment deux études conjointes des causes de la mortalité en 2021 publiées, mardi 19 décembre, par Santé publique France (SPF) et la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), à partir de statistiques établies par le Centre d'épidémiologie des décès (CépidC) de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Comme en 2020, le Covid-19 a représenté la troisième cause de mortalité en France en 2021, avec près de 61 000 morts, soit 9,2 % du total. Cette part n'est guère plus faible qu'en 2020 (10,4 %, soit 69 000 morts). Les victimes du coronavirus ont aussi été plus jeunes, avec un âge médian de 84 ans, contre 86 ans l'année précédente. Pour 88 % des décès dus au Covid-19, au moins une comorbidité ou complication est mentionnée sur le certificat de décès, contre 86,5 % en 2020.

### « Consommation d'alcool »

En tout, 660 000 décès ont été enregistrés pour 2021, avec un excès de mortalité de 43 000 morts (contre 48 000 en 2020) par rapport au chiffre attendu en l'absence d'épidémie. Devant le Covid-19, les tumeurs ont repris senté la première cause de mortalité, avec 25,7 %. Elles restent en baisse, à l'exception des tumeurs du pancréas et des mélanomes. En seconde position viennent les maladies de « l'appareil circulatoire », c'est-à-dire le système cardiovasculaire, à 20,9 %.

Selon SPF, « l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur la mortalité est encore majeur en 2021 ». La mala-



La chambre mortuaire du CHU de Grenoble, le 28 novembre 2020. SOPHIE RODRIGUEZ

die a tué des personnes plus jeunes, « tandis que la mortalité des plus de 85 ans est passée, d'une année à l'autre, de 1900 morts pour 100 000 habitants à 1467 », détaille Elise Couadin, la directrice du CépidC, soit une baisse de près de 23 %. Elle rappelle que la vaccination, disponible pour les plus âgés dès la fin de décembre 2020, n'a été accessible à l'ensemble de la population que six mois plus tard.

François Clanché, directeur de projet à la Drees, remarque ainsi que « les trois quarts des décès Covid se sont produits au premier semestre ». « Pour les plus jeunes, par rapport à 2020, 2021 a été l'année de la levée des contraintes, le Covid a davantage circulé et fait plus de dégâts, rappelle-t-il. Les plus âgés ont été protégés par la vaccination

## « L'hypothèse est que le Covid-19 a eu un effet indirect en modifiant des comportements »

ANNE FOUILLET  
épidémiologiste

ainsi que par leurs comportements et ceux de leurs familles et amis »

L'expert souligne que « l'année 2021 a été celle de l'arrivée du Covid dans tout le pays ». En métropole, la mortalité a été moins hétérogène selon les régions, alors qu'en 2020, l'Île-de-France, l'est et

le nord du pays se détachaient nettement. En outre-mer, l'épidémie a été bien plus virulente qu'en 2020, avec une mortalité d'environ 230 pour 100 000 habitants en Martinique et en Guadeloupe, contre 83 en général, sans doute à cause d'une faible couverture vaccinale. M. Clanché avance comme autres facteurs possibles la co-incidence du diabète et de l'obésité dans ces territoires, un contexte sociodémographique défavorisé et un moins bon accès aux soins.

Les études publiées mardi font état de « hausses notables » de la mortalité des maladies endocriniennes, métaboliques, respiratoires ou digestives, qui « pourraient être liées à des effets indirects de l'épidémie de Covid-19 (re-

tard de prise en charge, isolement social plus important jouant sur les comportements, hausse de la consommation nocive d'alcool, difficultés d'accès aux soins, séquelle pour ceux dont le Covid-19 est en cause associée, etc.) ». Par ailleurs, « une toute première analyse (...) suggère que ces hausses se poursuivraient en 2022 ».

Les deux études n'ont eu ni l'ambition ni les moyens de réaliser une analyse complète de ces phénomènes, souligne Anne Fouillet, épidémiologiste à SPF : « L'hypothèse est que le Covid-19 a eu un effet indirect en modifiant des comportements. Cela reste à approfondir avec des études plus avancées, au moyen d'autres sources de données, comme celles du Service national des données de santé ».

La recommandation de ne pas consommer d'œufs issus de poulaillers domestiques dans l'agglomération parisiens, déjà formulée en avril, a été maintenue le 20 novembre par l'agence régionale de santé (ARS) Île-de-France. Un nouveau rapport met alors en évidence des « teneurs importantes » en dioxines, furanes, PCB et PFAS (substances per- et polyfluoroalkyles), quatre familles de polluants organiques persistants (POP) dangereux pour la santé : plus de 90 % des œufs analysés sont non conformes aux valeurs seuil.

La recommandation de l'ARS concerne 410 communes dont Paris, l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et certaines communes de Seine-et-Marne, des Yvelines, d'Essonne et du Val-d'Oise. L'exposition aux POP, y compris au cours du développement fœtal, peut avoir de nombreux effets sur la santé à long terme : hausse du risque de cancers, troubles de la fertilité, perturbations du système endocrinien ou troubles du métabolisme. Selon l'ARS, ces résultats confirment une « contamination généralisée » des sols à l'échelle du territoire urbain francilien.

Qu'en est-il, dès lors, des œufs commercialisés issus des élevages professionnels en plein air ? Les contrôles réalisés par le ministère de l'agriculture n'ont détecté « aucune non-conformité de plus cinq ans sur les prélèvements au niveau national et en Île-de-France », annonce l'ARS. L'autorité sanitaire, en revanche, ne précise pas que ces contrôles sont très rares pour la catégorie des dioxines, furanes et PCB voire inexistant pour la famille des PFAS dont les deux principaux « polluants émergents » (PFOS et PFOS),

### « Ici, on est à la campagne »

Selon les données que *Le Monde* a pu obtenir auprès de la direction générale de l'alimentation, service rattaché au ministère de l'agriculture, un seul contrôle a été réalisé en 2022 et deux en 2021 dans toute l'Île-de-France. La région compte cent seize élevages en plein air. La plupart se concentrent sur trois départements concernés partiellement par les recommandations de l'ARS (Seine-et-Marne, Essonne et Yvelines).

L'unique contrôle pratiqué en 2022 a été réalisé dans le Val-d'Oise qui ne compte que

neuf élevages. L'ARS explique qu'une « montée en puissance » a été engagée en 2023. Cinq prélèvements étaient programmés cette année : deux en Seine-et-Marne, un dans le Val-d'Oise, un dans les Yvelines et un dans le Val-de-Marne. Des traces de dioxines ont bien été décelées, mais à des niveaux inférieurs aux limites réglementaires si bien qu'aucune « non-conformité » n'a été constatée en 2023, selon les services de la direction générale de l'alimentation, deux prélèvements étant toujours en cours d'analyse.

Les contrôles ne sont guère plus fréquents au niveau national : soixante-trois en 2022 tout comme en 2021 et cent dix en 2023, pour un total de 2568 élevages en plein air de poules ponduses. Soit seulement 4 % des exploitations contrôlées cette année.

Vanessa Darche gère avec son mari la ferme des Parrichets, à Mouroux, en Seine-et-Marne. Treize mille cinq cents poules ponduses sont élevées en plein air. « Ici, on est à la campagne, aucun inchevateur à l'horizon »,

dit Mme Darche, en référence au rapport de l'ARS qui mentionne les inchevateurs d'ordures mé-

## En 2024, pour la première fois, les contrôles concerneront également les PFAS

nagères parmi les sources d'émission de dioxines avec le brûlage de déchets à l'air libre ou le trafic routier.

Aucun contrôle non plus. « Il y a bien des contrôles sur les salmonelles mais pas d'obligation de faire des tests sur nos œufs pour ces substances. Peut-être que ça va changer maintenant. Si on veut chercher la petite bête, on la trouve. Mais où est-ce qu'on va s'arrêter ? » Même réaction à la

ferme du Fourchet, à Maisse, en Essonne, où Laurent Raymond élève des volailles depuis plus de vingt ans et propose des « bons œufs de plein air » : « Beaucoup de choses sont dangereuses à force de chercher : bientôt, on ne pourra plus rien manger. » Pas d'inquiétude particulière chez ces deux éleveurs franciliens. « Notre principal souci, en ce

moment, c'est la grippe aviaire, témoigne Mme Darche dont les œufs sont uniquement distribués en vente directe, notamment sur les marchés. En tant que professionnels, nous navons reçu aucune information de la part de l'ARS au sujet des dioxines. »

Vice-président du Comité national pour la promotion de l'œuf, qui regroupe l'ensemble des professionnels de la filière en France, Loïc Coulombel se veut également rassurant : « Les œufs sont monitorés et les problèmes pointés par l'ARS sont très liés à des zones ultra-urbanisées où il n'y a pas d'élevages professionnels. »

À la suite de la publication des résultats alarmants de l'ARS, la direction générale de l'alimentation a tout de même décidé de renforcer les contrôles en Île-de-France : leur nombre devrait être multiplié par quatre en 2024 pour passer à vingt pour les dioxines, furanes et PCB. Son volume évoluera cependant pas au niveau national.

Pour la première fois, ils concernent également les PFAS dont les sources d'émissions sont multiples et sont notamment présentes dans certains pesticides et donc épanchés en zone rurale et

# Pollution : peu de contrôles sur les œufs produits en plein air

## Alors qu'en région parisienne les œufs de poule domestique ne doivent pas être mangés, les vérifications sont rares sur les élevages

contaminent les sols et les ressources en eau. Deux prélèvements sont programmés en 2024 en Île-de-France sur un total de cent prélèvements prévus au niveau national.

Hors du cadre du plan de surveillance au ministère, la direction générale de l'alimentation ajoute, par ailleurs, que des recherches de PFAS ont été diligentées en 2023 dans le département du Rhône, à la suite de la mise en évidence de niveaux élevés de polluants éternels dans des œufs issus de poulaillers domestiques autour de la « vallée de la chimie », au sud de Lyon. Sept élevages professionnels de poules de ponduses ont été testés : tous les résultats se sont révélés « conformes » aux normes réglementaires, déclare la direction générale de l'alimentation.

Sur la base de ces résultats, le ministère de l'agriculture conclut à « l'absence de signaux d'alerte de contamination des œufs prélevés dans des élevages professionnels ». Il émet une hypothèse : cette absence « résulte très certainement de conduites d'élevage qui prennent en compte la maîtrise des risques sanitaires ». ■

STÉPHANE MANDARD